N°. 95.



JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 26 Novembre.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le* 24 *Novembre*.

Hauteur des eaux de la meuse à Grave

Le 22 Novembre	12	pieds	0	pouces.
Le 23 ———	11	——	6	———
Le 24 ———	9	——	6	———

LIQUIDATION DES DETTES COMMUNALES.

Arrêté du préfet du département des Bouches du Rhin.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur.

Considérant, que la liquidation générale des dettes des communes de ce département ne peut être effectuée que lorsque les comptes de la gestion des anciennes administrations municipales, pendant 1810 et les années antérieures, seront appurés, puisque l'état exact de ce qui est du par les communes ne peut être dressé qu'après la clôture du compte du dernier exercice.

Considérant que dans les communes où les comptes antérieurs à 1810 n'auraient pas été rendus, ils doivent l'être sous le plus bref délai, ainsi que celui de ladite année 1810.

Considérant que pour la reddition de ces comptes il est nécessaire que les créanciers des communes puissent appuyer leurs prétentions par des pièces justificatives, et que ce serait les constituer en des dépenses considérables, que de les obliger à déposer en ce moment à la préfecture les copies authentiques de ces titres, dont ils doivent rester saisis pour les présenter quand ils en seront requis par les anciennes municipalités de leurs communes.

Considérant que toutes vérifications de pièces et discussions de titres relatifs aux dettes des communes peuvent être faites par le maire actuel, qui sera investi à cet effet par le préfet, des pouvoirs de commissaire liquidateur près des anciennes administrations des villages qui dependent de la municipalité, et qu'elles doivent être ensuite l'objet des délibérations du conseil municipal de la commune.

Vu l'arrêté du préfet en date du 26 octobre 1810 relatif à la liquidation des dettes communales.

Vu la loi du 9 vendémiaire an 13;

Vu l'arrêté du gouvernement en date du 17 vendémiaire an 10.

Vu la circulaire de Monsieur le conseiller d'état directeur général de la comptabilité des communes et des hospices, en date du 9 août 1811.

ARRÊTE:

Art. 1. Le maire de chacune des communes du département des Bouches du Rhin est nommé commissaire à la liquidation des dettes dont est chargée sa commune.

2. Dans toutes les municipalités les maires actuels assembleront, dans le délai de 8 jours, les anciennes administrations des villages dépendans de leurs mairies, et leur ordonneront de procéder, suivant les formes observées jusqu'à 1811, et notamment d'après le réglement de la chambre des comptes pour le département du Brabant en date du 9 septembre 1802, à l'examen et à la clôture du compte de leurs recettes et de leurs dépenses pour 1810 et les années antérieures. Chacun de ces comptes sera fait et présenté séparément, conformément à ce qui sera prescrit ci-après.

3. Les maires se feront représenter toutes les pièces qui seront relatives au compte de chaque année et qui pourront servir à justifier et prouver la validité, tant

DINGSDAG, den 26 November.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'sHERTOGENBOSCH, *den* 24 *November*.

De hoogte van de Maas te Grave was

Den 22 November	12	voeten	6	duimen.
Den 23 ———	11	———	6	———
Den 24 ———	9	———	6	———

LIQUIDATIE DER GEMEENTES-SCHULDEN.

Arrête van den Prefekt van het departement der Bouches du Rhin.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Overwegende dat de algemeene liquidatie der gemeentens-schulden van dit departement niet eerder daargesteld kan worden, dan na dat de rekeningen der oude gemeentebesturen over 1810 en vorige jaren uit een geschift zullen zijn, nademaal de juiste staat van het geen door de gemeenten verschuldigd is, niet opgemaakt kan worden, dan na het afhooren en sluiten der rekeningen van vorige jaren.

Overwegende dat in de gemeenten alwaar de rekeningen van 1810 en vorige jaren nog niet gedaan zijn, zulks binnen den korst mogelijken termijn moet geschieden.

Overwegende dat tot het doen van die rekeningen 't noodzakelijk is, dat de schuldeisschers van de gemeenten hunne vorderingen door justificatoire bewijzen kunnen staven, en dat men hen aan enorme kosten zoude blootstellen, indien men hen noodzaken wilde om, in dit oogenblik authentieke kopijen ter prefektuur overteleggen, van die bescheiden, waarvan zij gedekt behooren te blijven, om dezelve als zij daartoe door de vorige afgetredene besturen aangemaand worden, te kunnen vertonen.

Overwegende dat alle de te doene inzagen der stukken en beoordeelingen der bescheiden van de gemeentens-schulden door de maires kunnen vertigt worden, welke ten dien einde door den prefekt met de magt en hoedanigheid van *commissaris-liquidateur* bij de oude bestuuren der dorpen, tot derzelver gemeente behoorende, zullen bekleed worden, en dat dezelve vervolgens een punt van deliberatie van den raad der gemeente behooren te zijn.

Gezien het arrêté van den prefekt, gedagteekend den 26 October 1810, betrekkelijk de liquidatie der gemeentens-schulden.

Gezien de wet van den 9 Vendemiaire 13de jaar.

Gezien het besluit van het gouvernement de dato 17 Vendemiaire 10de jaar.

Gezien de circulaire van mijn heer de staatsraad directeur generaal der comptabiliteit der gemeentens en godshuizen van den 9 Augustus 1811.

ARRESTEERT:

Art. 1. De maire van elke gemeente van het departement der Bouches du Rhin, is benoemd tot commissaris van de liquidatie der gemeentens-schulden.

2. In elke gemeente zullen de tegenwoordig bestaande maires binnen den den tijd van 8 dagen de voormalige afgegane gemeentebesturen der dorpen die tot derzelver gemeente behoren, doen bijeenkomen en hun gelasten, om volgens de wijze tot in 1811 in gebruik gewees zijnde, en inzonderheid op den voet bepaald bij het reglement van de rekenkamer voor 't departement van Braband, de dato 9 september 1802 vastgesteld over te gaan tot 't afhoren en sluiten der rekening van hunnen ontvangst en uitgave over 1810 en vorige jaren; zullende ieder dezer rekeningen afzonderlijk gedaan en ingeleverd worden, volgens de bepalingen hierna te melden.

3. De maires zullen zich doen vertonen alle de bewijsstukken die betrekkelijk zijn tot de rekening van ieder jaar afzonderlijk, en welke zullen kunnen dienen tot blijk en bewijs van de van-

des dettes anciennement constituées que de celles qui sont tombées à la charge des communes après le dernier compte rendu.

4. Les maires informeront le préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet de leur arrondissement, dans le délai de huit jours, des années pour lesquelles les comptes des anciennes administrations de leurs communes n'ont pas été rendus.

5. Il est enjoint aux secrétaires des anciennes municipalités, ou à tout autre fonctionnaire chargé ci-devant de ce travail, de dresser le compte de l'année qui suit immédiatement celle pour laquelle le compte a été rendu, et de le remettre au maire de leur commune 10 jours après la notification du présent arrêté.

6. Ledit compte, préparé par le maire, sera soumis à la délibération du conseil municipal, qui sera convoqué à cet effet en vertu du présent arrêté; il sera dressée en double expédition et adressé au sous-préfet de l'arrondissement. Le compte de chaque année doit être, pour tout délai, rédigé par le secrétaire, vu par l'ancienne administration municipale, préparé par le maire, examiné par le conseil municipal et par le sous-préfet dans les 20 jours à dater de celui où il aura été commencé.

7. Dans les communes dont les comptes sont arriérés de plusieurs exercices, il n'est donné aux secrétaires des anciennes administrations que 10 jours pour la reddition du compte de chacune des années en retard.

8. Les anciennes administrations municipales sont autorisées à donner des obligations provisoires, et ne portant point intérêt, aux créanciers des communes dont la dette non constituée n'aurait pas été acquittée; lesquelles obligations ne vaudront de titres auxdits créanciers qu'en vertu de l'entière liquidation de la dette communale, et qu'après qu'elle aura été terminée.

9. Les mesures les plus promptes et les plus sévères seront prises par ces administrations, pour que tout ce qui est dû à la commune soit payé dans le plus bref délai. A cet effet elles forceront en recettes les receveurs de ladite commune pour la totalité des sommes non recouvrées.

10. Les maires veilleront à la stricte exécution de ces dispositions. Ils seront tenus de donner connaissance au préfet du retard que les secrétaires ou autres fonctionnaires pourraient y apporter, afin qu'il soit pris des mesures de rigueur contre ceux qui n'obéiraient pas ponctuellement à ce qui vient d'être prescrit.

11. L'effet de l'appel fait aux créanciers des communes par le préfet, pour qu'ils eussent à déposer les titres de leur créances au secrétariat de la préfecture, est suspendu provisoirement.

12. Les dispositions des arrêtés, circulaire et avis publiés précédemment par le préfet sur la liquidation des dettes des communes, sur le budjet de leurs recettes et de leurs dépenses, sur l'envoi des tableaux de leur actif et de leur passif, sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire à la teneur du présent.

Fait à *Bois-le-Duc le* 23 *Novembre* 1811.

(Signé) FREMIN DE BEAUMONT.

BOIS-LE-DUC le 24 Novembre 1811.

ANNIVERSAIRE DU COURRONNEMENT DE SA MAJESTÉ.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

A messieurs les maires du département.

Monsieur le maire,

Je vous adresse la copie du titre 2 du décret impérial du 19 février 1806.

TITRE II.

Art. 6. „ La fête de l'anniversaire de notre couronnement, et celle de la bataille d'Austerlitz, seront „ célébrées le 1er dimanche du mois de décembre, „ dans toute l'étendue de l'Empire.

diteit zoo der schulden voormaals bekragtigd als van die welke na de gedane laatste rekeningen ten laste der gemeente gevallen zijn.

4. De maires zullen den prefekt, door middel van den sous-prefekt van hun arrondissement binnen den omloop van agt dagen kennis geven van de jaren over welke de oude gemeentebesturen geene rekening zullen gedaan hebben.

5. De secretarissen der oude afgegane gemeentebesturen of alle ander ambtenaar voormaals met dit werk belast, worden hiermede geordonneerd om de rekening van het eerst volgende jaar, na dat, waar van de rekening gedaan zal zijn, op te maken, en dezelve 10 dagen na de bekendmaking van dit arrêté aan den maire van deszelfs gemeente te overhandigen.

6. Gezegde rekening door de maire voorbereid zijnde, zal aan den raad der gemeente worden voorgelegt, welke uit kragt van dit arrêté zal belegt worden; er zal een dubbel afschrift van gemaakt en aan den sous-prefekt ingezonden worden. De rekening van ieder jaar moet uiterlijk binnen den tijd van een week, te rekenen van den dag waarop dezelve begonnen zal zijn, door den secretaris opgesteld, door den vorigen raad geviseerd, door de maire voorbereid en door het gemeentebestuur en den prefekt geëxamineer zijn: de bepaalde uiteenschifting tot liquidatie zal door den prefekt in den loop van de week waarin de rekeningen gezonden zullen zijn, gedaan worden.

7. In de gemeentens alwaar de rekeningen verscheide jaren ten agteren zijn, zullen de secretarissen der voormalige besturen niet meer dan 10 dagen tijd hebben, om de rekeningen van ieder jaar optemaken.

8. De oude voormalige gemeentebesturen zijn gemagtigd, om provisioneele obligatien zonder interest aan de crediteuren der gemeente, waarvan de schulden niet geconstitueerd en onvoldaan mogten zijn afregeven, welke obligatien aan de gezegde crediteuren tot geen bewijs zullen strekken, dan alleen uit kracht der algeheele liquidatie der gemeentens-schuld en na dat dezelve zal zijn afgedaan.

9. De allerspoedigste en gestrengste maatregelen zullen door die besturen genomen worden, ten einde alles wat aan de gemeente verschuldigd is, binnen den korst mogelijken termijn betaald worde; ten dien einde zullen zij de ontvangers der gemeenten noodzaken om gestrengere ontvangsten te doen, ten einde al het achterstaande te doen binnen komen.

10. De maires zullen voor de stipte uitvoering dezer maatregelen waken, zij zullen gehouden en verpligt zijn om aan den prefekt oogenblikkelijk kennis te geven, zoo eenige secretarissen of andere beambten vertraging aan dit werk mogten toebrengen, ten einde er maatregelen van gestrengheid tegen die genen kunnen genomen worden welke niet letterlijk gehoorzamen aan het geen voorschreven.

11. Het effect der oproeping van de schuldeischers der gemeenten door den prefekt gedaan, ten einde dezelve hunne schijn en bescheiden ter secretarij van de prefektuur zouden overleggen, word provisioneel buiten kracht gesteld.

12. De bepalingen der vorige afgekondigde arrêtés, circulaires en bekendmakingen van den prefekt, betrekkelijk de liquidatie van de gemeentens-schulden uit het budget van derzelver inkomsten en uitgaven, na voorafgaande inzending der vertegenwoordigende tafels van het geen nog in te beuren en uittekeeren is, blijven, in zoo verre dezelve niet strijdig zijn met den inhoud van het tegenwoordig arrêté in derzelver volle kragt.

Gedaan *te 's Hertogenbosch, den* 23 *November*.

(Geteekend). FREMIN DE BEAUMONT.

'SHERTOGENBOSCH, den 9 November 1811.

VERJARING VAN DE KRONING VAN ZIJNE MAJESTEIT.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Aan de heeren maires van het departement.

Mijn heer de maire,

Hiermede zend ik u eene kopij van den 2de titel van het keizerlijk decreet van den 19 februarij 1806.

TITEL II.

„ Art. 6. Het verjaarfeest van onze kroning, en dat van „ den veldslag van Austerlitz, zullen op den eersten zondag „ van de maand december, door het geheele Rijk, gevierd „ worden."

7. „ 5. Les autorités civiles, militaires et judiciaires y „ assisteront.

8. „ Il sera prononcé dans les églises et dans les „ temples un discours sur la gloire des armées françaises et sur l'étendue du devoir imposé à chaque „ citoyen de consacrer sa vie à son prince et à la „ patrie.

„ Après ce discours un *Te Deum* sera chanté en actions de graces."

Vous vous conformerez, monsieur le maire, à la teneur de ce décret, le 1er décembre prochain; et vous vous concerterez avec les fonctionnaires de votre commune pour célébrer l'époque glorieuse qui a assuré le bonheur de votre nouvelle patrie.

Vous rendrez compte à Mr. le sous-préfet de votre arrondissement des cérémonies et des fêtes qui auront eu lieu dans votre commune, et des témoignages d'amour et de dévouement de ses habitans pour notre auguste Souverain.

Agréez, monsieur le maire, l'assurance de ma considération.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

Mr. le commissaire des guerres de ce département ayant soumis à S. Exc. monseigneur le ministre directeur de l'administration de la guerre, différentes questions relatives aux difficultés qu'éprouvent les pensionnaires hollandais dans le payement de leurs pensions, en a reçu la lettre suivante. Elle intéresse trop particulièrement un grand nombre de militaires retirés, pour que nous ne nous empressions pas de satisfaire à la demande qui nous a été faite par Mr. le commissaire des guerres, de l'insérer textuellement dans notre feuille.

PARIS, le 31 Octobre 1812.

Monsieur, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois, au sujet des pensionnaires hollandais. Le certificat de l'intendance du trésor ne peut suppléer les autres pièces dont la représentation est exigée par l'article 7 du décret du 9 septembre. Indépendamment de l'utilité de ces titres réunis, pour la vérification que vous avez à faire, vous avez du remarquer que leur destination n'est pas la même. Le certificat de l'intendance du trésor n'est point envoyé à l'appui du rapport de vérification, et les brevets sont au contraire rendus aux titulaires après votre visa, pour servir à l'usage indiqué par les articles 45 et 46 de mon instruction du 5 juillet 1810. Je présume que la difficulté qu'éprouvent ceux de votre division provient de ce qu'ils n'ont pas encore retiré leurs brevets des mains des fondés de pouvoir qui touchaient pour eux en Hollande. C'est à eux à les réclamer ou à s'en procurer des duplicata, dans le cas où ils seraient égarés. Ils pourront aussi les remplacer par un certificat du directeur du grand-livre de la dette publique de Hollande; mais il n'y a aucune possibilité de les dispenser tout à fait de cette formalité.

Le ministre de la guerre.

(*Signé*) Duc DE FELTRE.

PARIS, *le* 14 *Novembre.*

NOUVELLES OFFICIELLES DES ARMÉES IMPÉRIALES EN ESPAGNE.

Copie de la lettre de S. Exc. le maréchal comte Suchet, *à M. le brigadier* Adriani, *gouverneur des forts de Sagonte.*

Au camp devant Murviedro, le 25 octobre 1812, au soir.

M. le gouverneur des forts de Sagonte, vous avez été témoin de la bataille qui a eu lieu aujourd'hui. Trois drapeaux, 20 pièces de canon, 4,500 prisonniers, parmi lesquels les généraux *Mahy* et *Caro*, sont tombés au pouvoir de l'armée française.

Je vous offre de vous en convaincre par l'envoi de quelques officiers. Après cela, je consens à vous accorder une capitulation qui, en vous conservant les honneurs de la guerre, vous assure le droit de défiler par la brèche, de déposer les armes hors du fort, et je consens à conserver à tous les officiers leurs armes et leurs bagages.

Je vous demande une reponse dans une heure.

Le général-en-chef de l'armée d'Arragon, maréchal de l'Empire, Comte SUCHET.

D'après la capitulation du fort de Sagonte la garnison sortira prisonnière de guerre par la brèche, avec les honneurs de la guerre, défilera avec armes et bagages, et déposera les armes hors du fort. Les officiers conserveront leurs armes, équipages, chevaux, et les soldats leurs sacs. Les non-combattans

„ Er zal in de kerken en tempels eene redevoering gehouden worden over den roem der Fransche heir-legers, en over „ de uitgestrektheid van den pligt van ieder burger om deszelfs „ leven aan zijnen vorst en vaderland toetewijen."

„ Na hetzelve zal een *Te Deum* tot dankzegging gezongen „ worden."

Gij zult u, mijn heer de maire, naar den inhoud van dat decreet op den 1 december aanstaande gedragen, en een gemeen overleg maken met de ambtenaren uwer gemeente, ten einde het roemrijke tijdstip te vieren, hetwelk het geluk van uw nieuw vaderland verzekerd heeft.

Gij zult aan de sous-prefekten van uw arrondissement verslag doen van de plechtigheden en feesten die in uwe gemeente plaats gehad hebben, mitsgaders van de bewijzen van liefde en verknogtheid, welke de bewoonders derzelve voor onzen doorluchtigen Souverein aan den dag hebben gelegd.

Ontvang mijn heer de maire de verzekering mijner onderscheiding.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

Mijn heer de commissaris van oorlog van dit departement aan Z. E. de minister directeur van de administratie van oorlog, verscheide vragen omtrent de zwarigheden, welke de hollandsche gepensioneerden, in de betaling van hunne pensioenen ondervinden, gedaan hebbende, heeft van denzelve, de volgende brief ontvangen, welke van al te veel belang voor een groot gedeelte der gepensioneerde militairen is om ons niet te haasten aan het verzoek te voldoen van gemelden commissaris, om dezelve letterlijk in dit dagblad te plaatsen.

PARYS, den 31 october 1812.

Mijn heer, ik heb de brief ontvangen, welke gij mij de eer hebt aangedaan, op den 20 van deze maand, opzigtelijk de hollandsch gepensioneerde militairen, te schrijven. Het certificaat van den intendant der publieke schatkist, kan de plaats der andere stukken, waarvan de vertoning bij art. 7 van het decreet van den 9 september gevordert wordt, niet vervullen. Boven en behalve het nut van alle die bewijzen te zamen genomen, voor het onderzoek, door u te doen, hebt gij moeten opmerken, dat zij niet allen tot een en het zelfde einde bestemd zijn. Het certificaat van den intendant van de schatkist, is mij toegezonden als eene bijlage tot het rapport der gedane herziening, en de brevetten zijn daarentegen aan de gepensioneerde, na dat dezelve door u zijn geviseerd geworden terug gegeven geworden, om te dienen zoo als bepaald is bij art. 45 en 46 van mijne instructie van den 5 julij 1810. Ik vermoede dat de zwarigheid, welke die van uwe divisie ontmoeten, daar van daan komt, dat dezelve hunne brevetten nog niet terug genomen hebben uit de handen der gevolmagtigden, welke in Holland voor hen het pensioen inbeurden. Het is hunne zaak om dezelve terug te vorderen, of wanneer zij verloren geraakt mogten zijn, er zich een duplicaat van te laten bezorgen. Zij kunnen dezelve ook vervangen door een certificaat van den directeur van het groot boek der publieke schuld van Holland, edog er is geene mogelijkheid om hen geheel en al van deze formaliteit te ontslaan.

De minister van oorlog,

(*Geteekend*) Hertog VAN FELTRE.

PARIJS *den* 14 *November.*

OFFICIELE TIJDINGEN UIT DE KEIZERLIJKE LEGERS IN SPANJE.

Afschrift eens briefs van Z. E. den maarschalk graaf Suchet, *aan den brigadier* Adriani, *gouverneur der vestingwerken van Sagonta.*

In het kamp voor Murviedro, den 25 october 1812, des avonds.

Mijn heer de gouverneur der vesting Sagonta! Gij zijt ooggetuige geweest van den veldslag, die heden heeft plaats gehad. Drie vaandels, twintig stukken geschut, 4,500 gevangenen, waar onder de generaals *Mahy* en *Caro* zijn in de magt van het fransch leger gevallen.

Ik bied aan, u daarvan, door het zenden van eenige officieren, te overtuigen; daarna bewillig ik u eene kapitulatie, die bij het toestaan der krijgseer, u het regt verzekert, om door de bres te trekken en de wapenen buiten de vesting neder te leggen, en ik bewillig, dat alle officieren hunne wapenen en hunne bagage zullen behouden.

Ik verzoek binnen een uur tijds antwoord.

De opperbevelhebber van het leger van Arragon, maarschalk des Rijks,

Graaf SUCHET.

Ingevolge de gesloten kapitulatie van de vesting Sagonta, zal de bezetting met krijgseer door de bres krijgsgevangen uittrekken, met wapenen en bagage defileren en de wapenen buiten de vesting nederleggen. De officieren zullen hunne wapenen, equipages en paarden, en de soldaten hunne randsels behouden. De ongewapende zijn vrij, en kunnen dadelijk tot hunne

seront libres, et pourront à l'instant retourner chez eux. Deux compagnies de grenadiers français occuperont, aussitôt après la signature des présens articles, l'une la porte du fort, et l'autre le réduit ou San Fernando. Des officiers d'artillerie et du génie, et des commissaires français et espagnols, constateront immédiatement, par procès-verbaux, l'état des magasins et de l'armement. Les blessés et malades sont sous la protection de la générosité française. Si quelqu'un des présens articles donnait matière à discussion, il sera interprété en faveur de la garnison.

terug keren. Twee compagnien fransche grenadiers, zullent dadelijk na de onderteekening der tegenwoordige artikelen, deeene poort der vesting en de andere het buitenwerk of San Fernando bezetten. De officieren van de artillerie en van de genie, en fransche en spaansche commissarissen zullen onverwijld, bij proces-verbaal den staat der magazijnen en der wapenen opmaken. De gekwetsten en zieken zijn aan de bescherming der fransche edelmoedigheid overgelaten. Indien eenige der tegenwoordige artikelen aanleiding tot geschil mogten opleveren, zullen dezelve ten voordeele van de bezetting uitgelegd worden.

BOIS-LE-DUC, le 22 Novembre 1811.

Le Procureur Impérial à Bois-le-Duc, à Messieurs les Juges de Paix et Maires de Communes, non chefs-lieux de Cantons dans l'arrondissement de Bois-le-Duc.

MESSIEURS,

L'exécution de l'article 178 du code d'instruction criminelle devant être soumise à un mode uniforme, je vous invite, messieurs, à me transmettre, au commencement de chaque trimestre de l'année, et ainsi au commencement ou dans les trois premiers jours des mois de Janvier, Avril, Juillet et Octobre, l'extrait des jugemens de police qui auront prononcé la peine d'imprisonnement.

Cet extrait sera formé par colonnes, et portera en tête: *Extrait des jugemens rendus par le tribunal de simple police de . . . pendant le . . . trimestre de l'an . . . et qui ont prononcé la peine d'emprisonnement.*

La première colonne contiendra les *Noms, Prénoms, Age, Profession et Domicile des condamnés*; la seconde une *Notice sommaire de l'affaire*, la troisième une *Notice sommaire de la condamnation*; la quatrième les *Dates des jugemens*; et la cinquième les *Observations*, s'il y en a. Les colonnes porteront ces différens intitulés en tête.

Dans le cas où aucun jugement, prononçant la peine d'emprisonnement, n'aurait été rendu dans un trimestre, vous m'enverrez toujours, Messieurs, un extrait comme ci-dessus; mais alors vous y mettez votre certificat dans la forme suivante: *Nous juge de Paix du canton de . . . ou Maire de la commune de . . . certifions qu'il n'a été rendu aucun jugement, prononçant la peine d'emprisonnement, pendant le trimestre précédent.* Ce certificat devra être daté et signé par vous.

Je saisis cet occasion, Messieurs, pour vous dire, qu'on ne peut exiger, ni recevoir aucun denier ou amende pour contraventions, que par jugement; que tout fontionnaire ou officier public qui les reçoit autrement que par composition, comme cela se pratiquoit autrefois, se rend coupable du crime de concussion, crime que les lois punissent très-séverement, et qu'en outre personne ne peut s'approprier les amendes, puisque d'après l'article 466 du code pénal, toutes les amendes doivent être appliquées au profit de la commune. Je finis cette lettre, Messieurs, en observant que les Maire des communes, chefs-lieux de canton, n'ont aucune juridiction en matière de simple police, et ne peuvent par conséquent s'immiscer aucunement dans le jugement des contraventions qui se committent, tout leur pourvoir à cet égard se bornant à constater la contravention par procès-verbal, qu'ils doivent ensuite transmettre au juge de paix du lieu.

J'ai l'honneur, Monsieurs, de vous assurez de ma considération destinguée.

VAN DER BELEN.

A V I S.

L'Auditeur au Conseil d'État, Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bois-le-Duc, avertit MM. les Administrés que ses Bureaux, établis dans l'Hôtel de Mr. le Préfet, sont ouverts au public tous les jours depuis onze heures jusqu'à midi, et qu'il recevra particulièrement tous les Mardis de chaque Semaine depuis onze heures du matin jusqu'à une heure après-midi, à la Maison de Mr. son père, Rue de Vugt, N°. 1024. VERMAULEN.

NB. NB. NB. Alle de gene, welke iets te vorderen hebben, of verschuldigd mogten zyn aan den Boedel en Nalatenschap van FRANCISCA BEEKVELD, in leven Weduwe van CHRISTIAAN HEYMANS, gelieven daarvan ten spoedigste opgaaf of betaling te doen ten Huize van *Johannis Verhulst*, Koopman in de Vischstraat te *'s Bosch*, als benoemde Executeur en Gemagtigden der gezamentlyke Erfgenamen.

*** Om met den eersten Mei aanstaande te aanvaarden, is op den Dorpe te *Helvoirt*, een en een quatier uurs der Stad *'s Hertogenbosch*, op de route naar *Breda* gelegen, te huur: Een nieuw getimmerd, moderne HEEREN HUIS en TUIN, groot meer dan 2 Lopense, Bossche Maat, voorzien van twee Benedenkamers, Keuken, Opkamer, Kelder en Bergplaats voor Hout en Turf en het geen verder tot een welingericht Huis wordt vereischt.

Te bevragen bij H. PALIER en ZOON, Boekhandelaars te *'s Bosch*; brieven *franco*, onder letter D I.

*** De heer *Allart*, te Amsterdam, heeft aangekondigd, bij inteekening te zullen uitgeven, eene *officiëele uitgaaf*, met approbatie van zijne doorluchtige hoogheid den prins aarts-thesaurier van het Rijk, hertog van Plaisance, gouverneur-generaal van Z. M. den Keizer en Koning, in de hollandsche departementen, van het *Wetboek van de regten van het zegel, registratie, griffie en hypotheek*; vertaald door mr. *J. van der Linden*, advokaat te Amsterdam. Het belangrijke van dit werk, daar alle deze wetten met nieuwe jaar alhier zullen worden geintroduceerd, is voorzeker zeer groot, maar tevens zijn van het uiterst belang bij de applicatie derzelve, de advijzen van den staatsraad, uitleggingen der ministers van finantien en van justitie, de gewijsden van het hof van cassatie, enz., welke men nergens dan in dit werk aantreft; zoo dat niet alleen dit boek onmisbaar is, voor ieder ambtenaar, voor ieder advokaat, notaris of practizijn, maar zelfs voor ieder particulier, welke toch ook bijzonder deze wetten behoort te kennen, dus wij deze onderneming, in alle opzigten moeten aanprijzen.

✠ ✠ ✠ Te *'s Bosch*, bij de Weduwe C. A. VIEWEG EN ZOON, in de Vugterstraat, Litt. H. N°. 343, zijn te bekomen beste FRANSCHE SPEELKAARTEN.

*** A. DE GIER, Keizerlijke Notaris, zal op Vrydag den 29 November 1811, des namiddags drie uren, by LAMBERTUS OPHOFF, in het Dorps Koffyhuis te *Vugt*, publiek opveilen: Een HUIS en TEELAND, met WEILAND en MOERVELD, te samen groot ruim vyf Lopensen, genaamd den *Oijevaarsnest*, staande en gelegen in de Vlasmeer te *Vugt*.

*** Er is vermist uit den *Koornwaard* onder *Empel*, een zwart bonte VAARS, oud drie Jaren, moetende in Februarij kalven, van haar eerste Kalf, zijnde meest wit en den Staart zwart van boven, en hebbende twee kleine zwartgraauwe Hoornen. Iemand voornoemde Vaars te regt kunnende bezorgen, of de noodige aanwijzing kunnende doen, dat dezelve te regt komt aan den Eigenaar L. A. SASSEN, te *Hedel* in den *Bommelerwaard*, zal daar voor genieten een Premie van *twee Ducaten*.

*** Mejufvrouw C. J. W. HAMEL, te *Buedel*, geeft Onderwys in het Spellen, Leezen, Schrijven, Rekenen, in de gronden van den Godsdienst, Linnen- en Wollenaaijen, Knoopen, Borduren, Bloemen en Vruchten maken, en met een woord in alle Vrouwelyke Handwerken hoegenaamd ook de muziek en het onderwy's in het speelen op de Forte-Piano. Oudres of Opzieners, kunnen zich over de Conditien vervoegen by de Boekverkoopers de Weduwe *C. A. Vieweg* en *Zoon*, in de Vugterstraat te *'s Bosch*.

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.